



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Patrimoine mondial

19 GA

WHC-13/19.GA/8

Paris, 7 octobre 2013

Original : Anglais

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

DIX-NEUVIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL, CULTUREL ET NATUREL

Paris, Siège de l'UNESCO

19-21 novembre 2013

Point 8 de l'ordre du jour provisoire : Détermination du montant des contributions au Fonds du patrimoine mondial selon les dispositions de l'article 16 de la *Convention du patrimoine mondial*

Détermination du montant des contributions au Fonds du patrimoine mondial selon les dispositions de l'article 16 de la *Convention du patrimoine mondial*

RÉSUMÉ

Conformément à l'article 16, paragraphe 1, de la *Convention du patrimoine mondial*, l'Assemblée générale décidera, selon un pourcentage uniforme, du montant des contributions à verser au Fonds du patrimoine mondial par les États parties à la *Convention* pour l'exercice financier 2014-2015.

Le paragraphe 1 de l'article 16 précité poursuit en affirmant que « Cette décision de l'Assemblée générale requiert la majorité des États parties présents et votants qui n'ont pas fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article. En aucun cas, la contribution obligatoire des États parties à la *Convention* ne pourra dépasser 1 % de sa contribution au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. »

Le présent document contient aussi les informations les plus récentes sur les initiatives en faveur de la viabilité du Fonds du patrimoine mondial, comme requis dans la résolution **18 GA 7**.

Projet de résolution : 19 GA 8, voir Partie IV

I. ANTÉCÉDENTS

1. La *Convention du patrimoine mondial*, dans son article 15, a créé « un fonds pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, dénommé 'Le Fonds du patrimoine mondial' », essentiellement constitué par « les contributions obligatoires et les contributions volontaires des États parties à la présente convention ».

2. Selon l'article 16 de la *Convention du patrimoine mondial*, c'est l'Assemblée générale des États parties à la *Convention* qui détermine tous les deux ans, selon un pourcentage uniforme, le montant des contributions à verser par les États parties au Fonds du patrimoine mondial. Ainsi, la Partie IV de ce document présente-t-elle pour examen à l'Assemblée générale un projet de résolution relatif au pourcentage des contributions à recevoir au Fonds du patrimoine mondial pour l'exercice financier 2014-2015.

3. Si les 190 États parties à la *Convention* versaient 1 % de leur contribution au budget ordinaire de l'UNESCO, qu'elle soit obligatoire ou volontaire, le montant total s'élèverait à 6 528 398 dollars EU, basé sur un plafond budgétaire de l'UNESCO de 653 millions de dollars EU, comme proposé dans le document 37 C/5 du Projet de programme et de budget avant la 37e session du Comité du patrimoine mondial.

4. En vertu de l'article 15.4 de la *Convention du patrimoine mondial*, c'est au Comité du patrimoine mondial de définir les fins auxquelles sont affectées les contributions au Fonds du patrimoine mondial et autres formes d'assistance. Lors de sa 37e session, le Comité du patrimoine mondial, dans la décision **37 COM 15.I**, a approuvé pour le Fonds du patrimoine mondial un budget de 6 579 559 dollars EU pour l'exercice biennal 2014-2015. Comme expliqué dans le document WHC-13/37.COM/15.Rev, la différence devra être couverte par d'autres revenus. L'écart pourrait se creuser si la contribution au budget ordinaire de l'UNESCO était réduite par la Conférence générale à sa 37e session.

5. Selon l'article 16 de la *Convention du patrimoine mondial*, « en aucun cas, la contribution obligatoire des États parties à la *Convention* ne pourra dépasser 1 % de sa contribution au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ». Le projet de résolution formulé dans le présent document propose de « fixer à 1 % le pourcentage pour le calcul du montant des contributions à verser au Fonds du patrimoine mondial par les États parties pour l'exercice financier 2014-2015 » sachant qu'un taux inférieur à 1 % aurait un impact difficile sur la situation du Fonds du patrimoine mondial dont la viabilité est une préoccupation croissante pour les États parties depuis maintenant plusieurs années, comme le décrit la Partie II qui suit.

II. ANALYSE DE LA VIABILITÉ DU FONDS DU PATRIMOINE MONDIAL

6. Cette partie présente les informations les plus récentes concernant la question de la viabilité du Fonds du patrimoine mondial depuis la dernière session de l'Assemblée générale, comme le demande le paragraphe 6 de la résolution **18 GA 7**.

7. Afin de rappeler pourquoi la viabilité du Fonds du patrimoine mondial est, depuis plusieurs années déjà, une question qui demande à être traitée, il convient de rappeler que la *Convention du patrimoine mondial*, avec 190 États parties, est une Convention quasi universelle et compte tenu du plafond de 1 % prévu à l'article 16 de la *Convention*, le Fonds du patrimoine mondial ne va pas augmenter d'autant plus qu'il reste très peu de pays non signataires. Toutefois, il y a eu dans le même temps une progression du nombre d'inscriptions de sites sur la Liste du patrimoine mondial, ce qui nécessite davantage de ressources, surtout pour les activités de conservation et de suivi.

8. À la 36e session du Comité du patrimoine mondial (Saint-Pétersbourg, 2012), le document WHC-12/36.COM/15.Rev a présenté des options de contributions volontaires additionnelles au Fonds du patrimoine mondial qui ont été examinées de manière approfondie par le Groupe de travail sur le budget créé en tant qu'organe consultatif permanent du Comité, afin de proposer une solution de soutien au Fonds du patrimoine mondial et répondre aux besoins de la *Convention du patrimoine mondial*.

9. Il y avait, en particulier, cinq options dont l'une comportait 4 variantes, comme indiqué ci-dessous. Parmi elles, les options 1, 3.1, 3.2, 3.3 et 3.4 étaient illustrées par un tableau qui indiquait les montants pour chaque État partie (voir Annexe 1).

- Option 1 : Augmenter de 1 à 2 % le pourcentage standard utilisé dans le calcul des contributions au Fonds du patrimoine mondial
- Option 2 : Déterminer un niveau minimal des contributions
- Option 3 : Augmenter les contributions en fonction du nombre de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial
 - Option 3.1 : Augmenter les contributions en appliquant un taux uniforme de 3 300 dollars EU par bien inscrit
 - Option 3.2 : Augmenter les contributions d'un pourcentage additionnel de 4 % de la contribution actuelle par bien inscrit
 - Option 3.3 : Augmenter les contributions d'un montant supplémentaire par bien inscrit, selon un pourcentage croissant en fonction du nombre de biens inscrits
 - Option 3.4 : Augmenter les contributions d'un montant supplémentaire par bien inscrit, selon un pourcentage décroissant en fonction du nombre de biens inscrits
- Option 4 : Augmenter les contributions en fonction de la fréquentation touristique des sites du patrimoine mondial
- Option 5 : Contribuer par activité

10. Le Comité du patrimoine mondial, à sa 36e session, n'a décidé aucune option particulière, mais dans sa décision **36 COM 15**, paragraphe 26, il souligne « l'urgente nécessité d'assurer la viabilité du Fonds du patrimoine mondial » et laisse la question ouverte en priant « les États parties d'envisager d'allouer des contributions volontaires au Fonds du patrimoine mondial, dans la mesure du possible et selon leurs capacités ».

11. En 2012/2013 le Service d'évaluation et d'audit (IOS) de l'UNESCO a réalisé un audit du Centre du patrimoine mondial (CPM) dont « l'examen du modèle financier et de la viabilité du CPM, y compris les sources de financement et les usages » était l'un des objectifs. « Nous recommandons, déclare le rapport de l'IOS, que le Directeur du Centre du patrimoine mondial (i) continue de porter à l'attention du Comité les options, parallèlement aux analyses et recommandations du Centre, l'augmentation des contributions au Fonds du patrimoine mondial... »

12. Le Secrétariat a posé de nouveau la question de la viabilité du Fonds du patrimoine mondial à la 37e session du Comité du patrimoine mondial (Phnom Penh, 2013). Le document WHC-13/37.COM/15.Rev présentait notamment les options faites à la 36e session, ainsi que trois options supplémentaires qui ont été élaborées par le Groupe de travail sur le budget durant la 36e session.

13. Le tableau reflétant les diverses options et montants correspondants à chaque État partie, selon les catégories définies par la Banque mondiale (pays les moins développés, économies à faible revenu, économies à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, économies à revenu élevé), s'applique au barème des contributions 2013. Chacun s'est accordé à penser que l'augmentation du Fonds du patrimoine mondial devait se situer autour de 200 % et que le

taux appliqué devait être révisé ultérieurement. Les trois sous-options additionnelles qui se rapportent à l'option 2 : Déterminer un niveau minimal des contributions, sont les suivantes :

- Option 2.3 : Application d'une contribution minimale pour chaque catégorie de la Banque mondiale (excepté les États parties dont la contribution 2013 est déjà supérieure à la cotisation minimale) ;
- Option 2.4 : Application de l'Option 2.3 + une formule avec une hausse de 59 % touchant les contributions supérieures à 20 000 dollars EU pour s'approcher d'une augmentation de 200 % ;
- Option 2.5 : Application de l'Option 2.3 + Option 3.2 (en augmentant de 4 % la contribution au Fonds du patrimoine mondial par bien inscrit, à partir de 6 biens et plus).

14. En présentant en plénière les conclusions du Groupe de travail sur le budget (qui a discuté des options en détail) et le projet de décision sur le budget, le Président a décidé de proposer au Comité du patrimoine mondial d'approuver l'option visant à doubler les contributions des États parties de 1 à 2 % en tant que contributions volontaires additionnelles au Fonds du patrimoine mondial. Cependant, faute d'être parvenu à un consensus, le Comité du patrimoine mondial n'a décidé d'aucune option spécifique, jugeant préférable dans sa décision **37 COM 15.I**, partie III, paragraphe 30, de faire appel à « tous les États parties pour envisager d'allouer des contributions volontaires supplémentaires à utilisation non restreinte au Fonds du patrimoine mondial, dans la mesure du possible et selon leurs capacités de paiement ».

15. Vu les résultats limités des appels lancés aux États parties pour qu'ils apportent des contributions volontaires à utilisation non restreinte (seule l'Estonie a versé des contributions volontaires à utilisation non restreinte de 10 000 euros chacune en 2012 et 2013) et compte tenu de la demande requise au paragraphe 6 de la résolution **18 GA 7**, l'Assemblée générale pourrait souhaiter examiner les diverses options décrites à l'annexe 1 et prendre une décision en retenant l'une de celles qui sont proposées pour améliorer la viabilité du Fonds du patrimoine mondial. Il est bon de rappeler que l'option retenue, quelle qu'elle soit, ne peut s'appliquer que sur une base volontaire.

III. DÉCISIONS DU COMITÉ DU PATRIMOINE MONDIAL SUR LES CONTRIBUTIONS

16. Depuis la 18e session de l'Assemblée générale (Paris, 2011), le Comité du patrimoine mondial a tenu deux sessions et a pris les décisions qui suivent pour exprimer sa préoccupation au sujet du paiement des contributions et de la viabilité du Fonds du patrimoine mondial :

Décision : 36 COM 15

Le Comité du patrimoine mondial,

(...)

PARTIE III

(...)

25. Considère que sans les contributions additionnelles versées au Fonds du patrimoine mondial, les ressources financières ne seront pas suffisantes pour faire face aux processus statutaires ainsi que l'assistance internationale, menaçant par là même la crédibilité de la *Convention* et l'accomplissement de ses objectifs ;
26. Souligne l'urgente nécessité d'assurer la viabilité du Fonds du patrimoine mondial et ayant considéré un certain nombre d'options à cet égard, préinstamment les États parties d'envisager d'allouer des contributions volontaires au Fonds du patrimoine mondial, dans la mesure du possible et selon leurs capacités ;

27. Exhorte les États parties à prendre sérieusement en considération cet appel afin d'assurer la viabilité du Fonds du patrimoine mondial ainsi que l'intégrité du régime du patrimoine mondial ;
 28. Décide que les contributions supplémentaires reçues dans le prolongement de cet appel seront utilisées pour l'assistance internationale en faveur de la conservation et de la gestion des biens du patrimoine mondial ;
 29. Demande au Centre du patrimoine mondial de rendre compte annuellement au Comité des montants reçus et des contributeurs qui ont versé des contributions volontaires ;
 30. Décide d'examiner annuellement la réponse des États parties selon les termes du paragraphe 26 et de continuer à explorer les moyens appropriés d'assurer la viabilité du Fonds ;
- (...)

Décision: 37 COM 15.I

Le Comité du patrimoine mondial,
(...)

PARTIE II (...)

12. Rappelle avec une vive préoccupation la situation financière actuelle du Fonds du patrimoine mondial qui nuit à sa capacité de soutenir les activités liées à la *Convention*, y compris la conservation et la gestion des biens qui sont une priorité absolue, ainsi que les propositions d'inscription, et reconnaît la nécessité d'améliorer de toute urgence la viabilité du Fonds, requise pour renforcer la *Convention* comme programme phare de l'UNESCO ;
- (...)

PARTIE III (...)

25. Note que le Fonds du patrimoine mondial n'augmentera pas à l'avenir de manière significative en raison de l'universalité de la *Convention* et des dispositions de la *Convention* qui détermine le financement statutaire du Fonds du patrimoine mondial, alors que, dans le même temps, le nombre de biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial continuera à augmenter ;
 26. Considère que, sans les contributions additionnelles versées au Fonds du patrimoine mondial, les ressources financières ne seront pas suffisantes pour faire face aux processus statutaires, ainsi que l'assistance internationale, menaçant par là même la crédibilité de la *Convention* et l'accomplissement de ses objectifs ;
- (...)
29. Reconnaît que les États parties ont une obligation de remplir les objectifs de la *Convention* et ont la responsabilité de fournir un financement suffisant pour l'exécution des processus statutaires et de l'assistance internationale ;
 30. Souligne l'urgente nécessité d'assurer la viabilité du Fonds du patrimoine mondial et, ayant considéré un certain nombre d'options à cet égard, fait appel à tous les États parties pour envisager d'allouer des contributions volontaires supplémentaires à utilisation non restreinte au Fonds du patrimoine mondial, dans la mesure du possible et selon leurs capacités de paiement ;
 31. Recommande que l'Assemblée générale demande à la Directrice générale de l'UNESCO d'inclure, dans la lettre requérant le paiement des contributions obligatoires et volontaires aux États parties, une demande de contributions volontaires supplémentaires et d'en rendre compte à la 20e session de l'Assemblée générale à cet effet ;

32. Décide d'examiner annuellement la réponse des États parties selon les termes du paragraphe 30 et de continuer à explorer les moyens appropriés d'assurer la viabilité du Fonds ;
 33. Exhorte les États parties à prendre sérieusement en considération le second appel général aux États parties en faveur de nouvelles contributions volontaires supplémentaires, lancé le 18 juin 2013, afin d'assurer la viabilité du Fonds du patrimoine mondial ainsi que l'intégrité du régime du patrimoine mondial ;
 34. Décide également que les contributions supplémentaires reçues au titre du second appel général seront utilisées pour l'assistance internationale en faveur de la conservation et de la gestion des biens du patrimoine mondial ;
 35. Demande au Centre du patrimoine mondial de rendre compte annuellement au Comité des montants de contributions volontaires supplémentaires reçus et des contributeurs qui ont versé ces contributions volontaires ;
- (...)

IV. PROJET DE RÉSOLUTION

Projet de résolution: 19 GA 8

L'Assemblée générale,

1. Ayant examiné les documents WHC-13/19.GA/8, WHC-13/19.GA/INF.8 et WHC-13/19.GA/INF.8.A,
2. Rappelant l'article 16, paragraphe 1, de la Convention du patrimoine mondial sur la détermination, selon un pourcentage uniforme, du montant des contributions à verser par les États parties au Fonds du patrimoine mondial,
3. Décide de fixer à 1 % le pourcentage pour le calcul du montant des contributions à verser par les États parties au Fonds du patrimoine mondial pour l'exercice financier 2014-2015 ;
4. Demande à la Directrice générale de l'UNESCO d'inclure dans la lettre requérant aux États parties le paiement des contributions obligatoires et volontaires au Fonds du patrimoine mondial, un paragraphe additionnel leur demandant des contributions volontaires supplémentaires et d'en rendre compte à la 20e session de l'Assemblée générale ;
5. Note la situation des contributions obligatoires et volontaires au Fonds du patrimoine mondial telle qu'elle est présentée dans le document WHC-13/19.GA/INF.8 ;
6. Réitère l'appel du Comité du patrimoine mondial aux États parties à la Convention pour qu'ils règlent dans la mesure du possible leurs contributions annuelles d'ici le 31 janvier afin de faciliter la mise en œuvre en temps voulu des activités financées par le Fonds du patrimoine mondial ;
7. Prend note des options proposées pour l'allocation de contributions volontaires supplémentaires à utilisation non restreinte au Fonds du patrimoine mondial et recommande aux États parties disposés à verser ces contributions d'appliquer l'Option n° XX pour aider à assurer la viabilité du Fonds du patrimoine mondial ;
8. Prend également note des recommandations de l'audit des méthodes de travail des conventions culturelles mené par le Service d'évaluation et d'audit (IOS) de l'UNESCO et décide également, en ce qui concerne la recommandation 1(a), de

créer un sous-compte au sein du Fonds du patrimoine mondial, financé par des contributions volontaires et destiné exclusivement à l'amélioration des capacités humaines du Secrétariat, et, en ce qui concerne la recommandation 1(e), d'appliquer la politique de récupération des dépenses en matière de temps passé par le personnel à gérer le Fonds du patrimoine mondial, et ce, dans la limite des fonds disponibles au titre du sous-compte ;

9. *Autorise le Secrétariat à disposer de tous les fonds versés au sous-compte, dès réception de ceux-ci, conformément au règlement financier du Fonds du patrimoine mondial et aux règlements et procédures de l'Organisation ;*
10. *Invite les États parties à verser leurs contributions volontaires supplémentaires au sous-compte pour un montant d'au moins 1 000 000 dollars EU par an ;*
11. *Demande au Comité du patrimoine mondial d'examiner les autres recommandations de l'audit à sa 38e session en 2014.*

ANNEX I - Sustainability of the World Heritage Fund:
Options for Voluntary contributions to the World Heritage Fund

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14		
	States Parties (in italics, right alignment: SPs who opted for contributions under art. 16.2 of the World Heritage Convention)	Category	Contributions 2013	Percentage out of total contributions	Contribution 2013 per site	Number of sites inscribed	Option 1.1 - voluntary doubling of compulsory contributions	Option 3.1 - additional US\$3,300 per site	Option 3.2 - additional 4% per site	Option 3.3 - graded increasing/property	Option 3.4 - graded decreasing/property	Option 2.3 - minimum contribution per category	Option 2.4 - minimum contribution per category + shortfall	Option 2.5 - graded increase based on option 2.3 + the number of sites	
1	BHUTAN	LDC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	1,000	1,000	1,000	
2	BURUNDI	LDC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	1,000	1,000	1,000	
3	COMORES	LDC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	1,000	1,000	1,000	
4	DJIBOUTI	LDC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	1,000	1,000	1,000	
5	ERITREA	LDC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	1,000	1,000	1,000	
6	GUINEA-BISSAU	LDC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	1,000	1,000	1,000	
7	LESOTHO	LDC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	1,000	1,000	1,000	
8	LIBERIA	LDC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	1,000	1,000	1,000	
9	NIUE		33	0.00%		0	66	33	33	33	33	1,000	1,000	1,000	
10	RWANDA	LDC	65	0.00%		0	130	65	65	65	65	1,000	1,000	1,000	
11	SAMOA	LDC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	1,000	1,000	1,000	
12	SAO TOME & PRINCEPE	LDC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	1,000	1,000	1,000	
13	SIERRA LEONE	LDC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	1,000	1,000	1,000	
14	COOK ISLANDS		33	0.00%		0	66	33	33	33	33	1,000	1,000	1,000	
15	EQUATORIAL GUINEA	LDC	327	0.01%		0	654	327	327	327	327	1,000	1,000	1,000	
16	MYANMAR	LDC	327	0.01%		0	654	327	327	327	327	1,000	1,000	1,000	
17	ANGOLA	LDC	327	0.01%		0	654	327	327	327	327	1,000	1,000	1,000	
18	CHAD	LDC	65	0.00%	65	1	130	3,365	68	67	70	1,000	1,000	1,000	
19	KIRIBATI	LDC	33	0.00%	33	1	66	3,333	34	34	35	1,000	1,000	1,000	
20	SOLOMON ISLANDS	LDC	33	0.00%	33	1	66	3,333	34	34	35	1,000	1,000	1,000	
21	TOGO	LDC	33	0.00%	33	1	66	3,333	34	34	35	1,000	1,000	1,000	
22	VANUATU	LDC	33	0.00%	33	1	66	3,333	34	34	35	1,000	1,000	1,000	
23	GUINEA	LDC	33	0.00%	33	1	66	3,333	34	34	35	1,000	1,000	1,000	
24	BENIN	LDC	98	0.00%	98	1	196	3,398	102	101	105	1,000	1,000	1,000	
25	BURKINA FASO	LDC	98	0.00%	98	1	196	3,398	102	101	105	1,000	1,000	1,000	
26	HAITI	LDC	98	0.00%	98	1	196	3,398	102	101	105	1,000	1,000	1,000	
27	MOZAMBIQUE	LDC	98	0.00%	98	1	196	3,398	102	101	105	1,000	1,000	1,000	
28	ZAMBIA	LDC	196	0.01%	196	1	392	3,496	204	202	210	1,000	1,000	1,000	
29	CENTRAL AFRICAN REP.	LDC	33	0.00%	17	2	66	6,633	36	35	38	1,000	1,000	1,000	
30	GAMBIA	LDC	33	0.00%	17	2	66	6,633	36	35	38	1,000	1,000	1,000	
31		HOLY SEE	33	0.00%	17	2	66	6,633	36	35	38	1,000	1,000	1,000	
32	LAO P.D.R.	LDC	65	0.00%	33	2	130	6,665	70	69	74	1,000	1,000	1,000	
33	MALAWI	LDC	65	0.00%	33	2	130	6,665	70	69	74	1,000	1,000	1,000	
34	MAURITANIA	LDC	65	0.00%	33	2	130	6,665	70	69	74	1,000	1,000	1,000	
35	NIGER	LDC	65	0.00%	33	2	130	6,665	70	69	74	1,000	1,000	1,000	
36	CAMBODIA	LDC	131	0.00%	66	2	262	6,731	141	139	149	1,000	1,000	1,000	
37	AFGHANISTAN	LDC	163	0.00%	82	2	326	6,763	176	173	186	1,000	1,000	1,000	
38	SUDAN	LDC	327	0.01%	164	2	654	6,927	353	347	373	1,000	1,000	1,000	
39	MADAGASCAR	LDC	98	0.00%	33	3	196	9,998	110	107	119	1,000	1,000	1,000	
40	UGANDA	LDC	196	0.01%	65	3	392	10,096	220	214	237	1,000	1,000	1,000	
41	BANGLADESH	LDC	327	0.01%	109	3	654	10,227	366	356	396	1,000	1,000	1,000	
42	MALI	LDC	131	0.00%	33	4	262	13,331	152	147	168	1,000	1,000	1,000	
43	NEPAL	LDC	196	0.01%	49	4	392	13,396	227	220	251	1,000	1,000	1,000	
44	YEMEN	LDC	327	0.01%	82	4	654	13,527	379	366	419	1,000	1,000	1,000	
45	DEM. REP. OF CONGO (DRC)	LDC	98	0.00%	20	5	196	16,598	118	113	130	1,000	1,000	1,000	
46	SENEGAL	LDC	196	0.01%	28	7	392	23,296	251	237	285	1,000	1,000	1,016	
47	UNITED REPUBLIC OF TANZANIA	LDC	294	0.01%	42	7	588	23,394	376	356	428	1,000	1,000	1,024	
48	ETHIOPIA	LDC	327	0.01%	36	9	654	30,027	445	415	518	1,000	1,000	1,052	
49	KYRGYZSTAN	LIE	65	0.00%	65	1	130	3,365	68	67	70	5,000	5,000	5,000	
50	TAJIKISTAN	LIE	98	0.00%	98	1	196	3,398	102	101	105	5,000	5,000	5,000	
51	DEM REP KOREA (DPRC)	LIE	196	0.01%	196	1	392	3,496	204	202	210	5,000	5,000	5,000	
52	ZIMBABWE	LIE	65	0.00%	13	5	130	16,565	78	76	86	5,000	5,000	5,000	
53	KENYA	LIE	424	0.01%	71	6	848	20,224	526	500	589	5,000	5,000	5,017	
54	GUYANA	LMIC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	10,000	10,000	10,000	
55	MICRONESIA	LMIC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	10,000	10,000	10,000	
56	TONGA	LMIC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	10,000	10,000	10,000	
57	SWAZILAND	LMIC	98	0.00%		0	196	98	98	98	98	10,000	10,000	10,000	
58	FIJI	LMIC	98	0.00%		0	196	98	98	98	98	10,000	10,000	10,000	
59	BELIZE	LMIC	33	0.00%	33	1	66	3,333	34	34	35	10,000	10,000	10,000	
60		CAPE VERDE	LMIC	33	0.00%	33	1	66	3,333	34	34	10,000	10,000	10,000	
61	CONGO	LMIC	163	0.00%	163	1	326	3,463	170	168	174	10,000	10,000	10,000	
62	MARSHALL ISLANDS	LMIC	33	0.00%	33	1	66	3,333	34	34	35	10,000	10,000	10,000	
63	PALESTINE	LMIC	131	0.00%	131	1	262	3,431	136	135	140	10,000	10,000	10,000	
64	PAPUA NEW GUINEA	LMIC	131	0.00%	131	1	262	3,431	136	135	140	10,000	10,000	10,000	
65		REPUBLIC OF MOLDOVA	LMIC	98	0.00%	98	1	196	3,398	102	101	105	10,000	10,000	10,000
66	PARAGUAY	LMIC	327	0.01%	327	1	654	3,627	340	337	350	10,000	10,000	10,000	
67	EL SALVADOR	LMIC	522	0.02%	522	1	1,044	3,822	543	538	559	10,000	10,000	10,000	
68	ALBANIA	LMIC	327	0.01%	164	2	654	6,927	353	347	373	10,000	10,000	10,000	
69	CAMEROON	LMIC	392	0.01%	196	2	784	6,992	423	416	447	10,000	10,000	10,000	
70	NICARAGUA	LMIC	98	0.00%	49	2	196	6,698	106	104	112	10,000	10,000	10,000	
71	GHANA	LMIC	457	0.01%	229	2	914	7,057	494	484	521	10,000	10,000	10,000	
72	HONDURAS	LMIC	261	0.01%	131	2	522	6,861	282	277	298	10,000	10,000	10,000	
73	NIGERIA	LMIC	2,939	0.09%	1,470	2	5,878	9,539	3,174	3,115	3,350	10,000	10,000	10,000	
74	MONGOLIA	LMIC	98	0.00%	33	3	196	9,998	110	107	119	10,000	10,000	10,000	
75	ARMENIA	LMIC	229	0.01%	76	3	458	10,129	256	250	277	10,000	10,000	10,000	
76	GEORGIA	LMIC	229	0.01%	76	3	458	10,129	256	250	277	10,000	10,000	10,000	
77	COTE D'IVOIRE	LMIC	359	0.01%	90	4	718	13,559	416	402	460	10,000	10,000	10,000	
78	IRAQ	LMIC	2,220	0.07%	740	3	4,440	12,120	2,486	2,420	2,686	10,000	10,000	10,000	
79	GUATEMALA	LMIC	882	0.03%	294	3	1,764	10,782	988	961	1,067	10,000	10,000	10,000	
80	UZBEKISTAN	LMIC	490	0.02%	123	4	980	13,680	568	549	627	10,000	10,000	10,000	
81	UKRAINE	LMIC	3,232	0.10%	646	5	6,464	19,732	3,878	3,717	4,282	10,000	10,000	10,000	
82	PHILIPPINES	LMIC	5,028	0.15%	1,006	5	10,056	21,528	6,034	5,782	6,662	10,000	10,000	10,000	
83	BOLIVIA	LMIC	294	0.01%	49	6	588	20,094	365	347	409	10,000	10,000	10,012	
84	SYRIAN ARAB REPUBLIC	LMIC	1,175	0.04%	196	6	2,350	20,975	1,457	1,387	1,633	10,000	10,000	10,047	
85	PAKISTAN	LMIC	2,775	0.09%	463	6	5,550	22,575	3,441	3,275	3,857	10,000	10,000	10,111	
86	VIET NAM	LMIC	1,371	0.04%	196	7	2,742	24,471	1,755	1,659	1,995	10,000	10,000	10,110	
87	EGYPT	LMIC	4,375	0.13%	625	7	8,750	27,475	5,600	5,294	6,366	10,000	10,000	10,350	
88	INDONESIA	LMIC	11,297	0.35%	1,412	8	22,594	37,697	14,912	14,008	17,171	11,297	17,962	12,653	
89	SRI LANKA	LMIC	816	0.02%	102	8	1,632	27,216	1,077	1,012	1,240	10,000	10,000	10,098	
90	MOROCCO	LMIC	2,024	0.06%	225	9	4,048	31,724	2,753	2,570	3,208	10,000	10,000	10,324	
91	GRENADA	UMIC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	15,000	15,000	15,000	
92	MALDIVES	UMIC	33	0.00%		0	66	33	33	33	33	15,000	15,000	15,000	
93	SAINT VINCENT AND THE GRENADINES	UMIC	33</												

ANNEX I - Sustainability of the World Heritage Fund:
Options for Voluntary contributions to the World Heritage Fund

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	
	States Parties (in italics, right alignment: SPs who opted for contributions under art. 16.2 of the World Heritage Convention)	Category	Contributions 2013	Percentage out of total contributions	Contribution 2013 per site	Number of sites inscribed	Option 1.1 - voluntary doubling of compulsory contributions	Option 3.1 - additional US\$3,300 per site	Option 3.2 - additional 4% per site	Option 3.3 - graded increasing/property	Option 3.4 - graded decreasing/property	Option 2.3 - minimum contribution per category	Option 2.4 - minimum contribution per category + shortfall	Option 2.5 - graded increase based on option 2.3 + the number of sites
105	SEYCHELLES	UMIC	33	0.00%	17	2	66	6,633	36	35	38	15,000	15,000	15,000
106	SURINAME	UMIC	131	0.00%	66	2	262	6,731	141	139	149	15,000	15,000	15,000
107	MONTENEGRO	UMIC	163	0.00%	82	2	326	6,763	176	173	186	15,000	15,000	15,000
108	MAURITIUS	UMIC	424	0.01%	212	2	848	7,024	458	449	483	15,000	15,000	15,000
109	BOSNIA HERZEGOVINA	UMIC	555	0.02%	278	2	1,110	7,155	599	588	633	15,000	15,000	15,000
110	AZERBAIJAN	UMIC	1,306	0.04%	653	2	2,612	7,906	1,410	1,384	1,489	15,000	15,000	15,000
111	LATVIA	UMIC	1,535	0.05%	768	2	3,070	8,135	1,658	1,627	1,750	15,000	15,000	15,000
112	COSTA RICA	UMIC	1,241	0.04%	414	3	2,482	11,141	1,390	1,353	1,502	15,000	15,000	15,000
113	KAZAKHSTAN	UMIC	3,951	0.12%	1,317	3	7,902	13,851	4,425	4,307	4,781	15,000	15,000	15,000
114	TURKMENISTAN	UMIC	620	0.02%	207	3	1,240	10,520	694	676	750	15,000	15,000	15,000
115	VENEZUELA	UMIC	20,472	0.63%	6,824	3	40,944	30,372	22,929	22,314	24,771	20,472	20,472	20,472
116	BELARUS	UMIC	1,828	0.06%	457	4	3,656	15,028	2,120	2,047	2,340	15,000	15,000	15,000
117	ECUADOR	UMIC	1,437	0.04%	359	4	2,874	14,637	1,667	1,609	1,839	15,000	15,000	15,000
118	JORDAN	UMIC	718	0.02%	180	4	1,436	13,918	833	804	919	15,000	15,000	15,000
119	MALAYSIA	UMIC	9,175	0.28%	2,294	4	18,350	22,375	10,643	10,276	11,744	15,000	15,000	15,000
120	LITHUANIA	UMIC	2,383	0.07%	596	4	4,766	15,583	2,764	2,669	3,050	15,000	15,000	15,000
121	SERBIA	UMIC	1,306	0.04%	327	4	2,612	14,506	1,515	1,463	1,672	15,000	15,000	15,000
122	CHILE	UMIC	10,905	0.33%	2,181	5	21,810	27,405	13,086	12,541	14,449	15,000	15,000	15,000
123	LEBANON	UMIC	1,371	0.04%	274	5	2,742	17,871	1,645	1,577	1,817	15,000	15,000	15,000
124	LIBYA	UMIC	4,636	0.14%	927	5	9,272	21,136	5,563	5,331	6,143	15,000	15,000	15,000
125	PANAMA	UMIC	849	0.03%	170	5	1,698	17,349	1,019	976	1,125	15,000	15,000	15,000
126	THAILAND	UMIC	7,803	0.24%	1,561	5	15,606	24,303	9,364	8,973	10,339	15,000	15,000	15,000
127	ALGERIA	UMIC	4,473	0.14%	639	7	8,946	27,573	5,725	5,412	6,508	15,000	15,000	15,358
128	COLOMBIA	UMIC	8,456	0.26%	1,208	7	16,912	31,556	10,824	10,232	12,303	15,000	15,000	15,676
129	ROMANIA	UMIC	7,379	0.23%	1,054	7	14,758	30,479	9,445	8,929	10,736	15,000	15,000	15,590
130	TUNISIA	UMIC	1,175	0.04%	147	8	2,350	27,575	1,551	1,457	1,736	15,000	15,000	15,141
131	BULGARIA	UMIC	1,535	0.05%	171	9	3,070	31,235	2,089	1,949	2,433	15,000	15,000	15,246
132	CUBA	UMIC	2,253	0.07%	250	9	4,506	31,953	3,064	2,861	3,571	15,000	15,000	15,360
133	PERU	UMIC	3,820	0.12%	347	11	7,640	40,120	5,501	5,291	6,341	15,000	15,000	15,917
134	SOUTH AFRICA	UMIC	12,146	0.37%	1,518	8	24,292	38,546	16,033	15,061	18,462	15,000	15,000	16,458
135	ARGENTINA	UMIC	14,105	0.43%	1,763	8	28,210	40,505	18,619	17,490	21,440	15,000	15,000	16,693
136	IRAN	UMIC	11,623	0.36%	775	15	23,246	61,123	18,597	17,725	21,212	15,000	15,000	19,649
137	BRUNEI DARUSSALAM	HIC	849	0.03%	0	0	1,698	849	849	849	849	20,000	20,000	20,000
138	MONACO	HIC	392	0.01%	0	0	784	392	392	392	392	20,000	20,000	20,000
139	TRINIDAD & TOBAGO	HIC	1,437	0.04%	0	0	2,874	1,437	1,437	1,437	1,437	20,000	20,000	20,000
140	QATAR	HIC	6,824	0.21%	0	0	13,648	6,824	6,824	6,824	6,824	20,000	20,000	20,000
141	KUWAIT	HIC	8,913	0.27%	0	0	17,826	8,913	8,913	8,913	8,913	20,000	20,000	20,000
142	SINGAPORE	HIC	12,538	0.38%	0	0	25,076	12,538	12,538	12,538	12,538	20,000	20,000	20,000
143	ANDORRA	HIC	261	0.01%	261	1	522	3,561	271	269	279	20,000	20,000	20,000
144	BARBADOS	HIC	261	0.01%	261	1	522	3,561	271	269	279	20,000	20,000	20,000
145	LUXEMBOURG	HIC	2,645	0.08%	2,645	1	5,290	5,945	2,751	2,724	2,830	20,000	20,000	20,000
146	SAINT KITTS AND NEVIS	HIC	33	0.00%	33	1	66	3,333	34	34	35	20,000	20,000	20,000
147	SAN MARINO	HIC	98	0.00%	98	1	196	3,398	102	101	105	20,000	20,000	20,000
148	UNITED ARAB EMIRATES	HIC	19,427	0.60%	19,427	1	38,854	22,727	20,204	20,010	20,787	20,000	20,000	20,000
149	BAHRAIN	HIC	1,273	0.04%	637	2	2,546	7,873	1,375	1,349	1,451	20,000	20,000	20,000
150	ESTONIA	HIC	1,306	0.04%	653	2	2,612	7,906	1,410	1,384	1,489	20,000	20,000	20,000
151	ICELAND	HIC	882	0.03%	441	2	1,764	7,482	953	935	1,005	20,000	20,000	20,000
152	IRELAND	HIC	13,648	0.42%	6,824	2	27,296	20,248	14,740	14,467	15,559	20,000	20,000	20,000
153	CYPRUS	HIC	1,535	0.05%	512	3	3,070	11,435	1,719	1,673	1,857	20,000	20,000	20,000
154	MALTA	HIC	522	0.02%	174	3	1,044	10,422	585	569	632	20,000	20,000	20,000
155	NEW ZEALAND	HIC	8,260	0.25%	2,753	3	16,520	18,160	9,251	9,003	9,995	20,000	20,000	20,000
156	SLOVENIA	HIC	3,265	0.10%	1,088	3	6,530	13,165	3,657	3,559	3,951	20,000	20,000	20,000
157	OMAN	HIC	3,330	0.10%	833	4	6,660	16,530	3,863	3,730	4,262	20,000	20,000	20,000
158	ISRAEL	HIC	12,929	0.40%	1,847	7	25,858	36,029	16,549	15,644	18,812	20,000	20,000	21,034
159	CROATIA	HIC	4,114	0.13%	588	7	8,228	27,214	5,266	4,978	5,986	20,000	20,000	20,209
160	SLOVAKIA	HIC	5,583	0.17%	798	7	11,166	28,683	7,146	6,755	8,123	20,000	20,000	20,447
161	FINLAND	HIC	16,945	0.52%	2,421	7	33,890	40,045	21,690	20,503	24,655	20,000	20,000	21,356
162	HUNGARY	HIC	8,685	0.27%	1,086	8	17,370	35,085	11,464	10,769	13,201	20,000	20,000	21,042
163	CZECH REP.	HIC	12,603	0.39%	1,050	12	25,206	52,203	18,652	17,896	21,677	20,000	20,000	23,529
164	DENMARK	HIC	22,039	0.68%	5,510	4	44,078	35,239	25,565	24,684	28,210	22,039	35,042	22,039
165	PORTUGAL	HIC	15,476	0.47%	1,105	14	30,952	61,676	24,143	23,059	28,476	20,000	20,000	25,571
166	SAUDI ARABIA	HIC	28,210	0.86%	14,105	2	56,420	34,810	30,467	29,903	32,159	28,210	44,854	28,210
167	TURKEY	UMIC	43,359	1.33%	3,942	11	86,718	79,659	62,437	60,052	71,976	43,359	68,941	53,765
168	AUSTRIA	HIC	26,055	0.80%	2,895	9	52,110	55,755	35,435	33,090	41,297	26,055	41,427	30,224
169	GREECE	HIC	20,831	0.64%	1,225	17	41,662	76,931	34,996	33,225	40,308	20,831	33,121	30,830
170	POLAND	HIC	30,071	0.92%	2,313	13	60,142	72,971	45,708	43,753	53,526	30,071	47,813	39,694
171	INDIA	LMIC	21,745	0.67%	750	29	43,490	117,445	46,969	46,969	50,122	21,745	34,575	42,620
172	BELGIUM	HIC	32,585	1.00%	2,962	11	65,170	68,885	46,922	45,130	54,091	32,585	51,810	40,405
173	SWITZERLAND	HIC	34,185	1.05%	3,108	11	68,370	70,485	49,226	47,346	56,747	34,185	54,354	42,389
174	NORWAY	HIC	27,785	0.85%	3,969	7	55,570	50,885	35,565	33,620	40,427	27,785	44,178	30,008
175	SWEDEN	HIC	31,344	0.96%	2,090	15	62,688	80,844	50,150	47,800	57,203	31,344	49,837	43,882
176	NETHERLANDS	HIC	54,003	1.65%	6,000	9	108,006	83,703	73,444	68,584	85,595	54,003	85,865	62,643
177	REPUBLIC OF KOREA	HIC	65,104	1.99%	6,510	10	130,208	98,104	91,146	87,890	104,166	65,104	103,515	78,125
178	AUSTRALIA	HIC	67,716	2.07%	3,564	19	135,432	130,416	119,180	112,747	138,479	67,716	107,668	105,637
179	RUSSIAN FEDERATION	UMIC	95,795	2.93%	5,042	19	191,590	158,495	168,599	159,499	195,901	95,795	152,314	149,440
180	MEXICO	UMIC	60,141	1.84%	1,940	31	120,282	162,441	134,716	144,038	134,716	60,141	95,624	122,688
181	CANADA	HIC	97,428	2.98%	6,089	16	194,856	150,228	159,782	151,988	183,165	97,428	154,911	140,296
182	SPAIN	HIC	97,068	2.97%	2,206	44	194,136	242,268	267,908	310,618	225,198	97,068	154,338	248,494
183	CHINA	UMIC	168,082	5.15%	3,909	43	336,164	309,982	457,183	529,458	384,908	168,082	267,250	423,567
184	UNITED KINGDOM	HIC	169,094	5.18%	6,039	28	338,188	261,494	358,479	358,479	382,152	169,094	268,859	324,660
185	ITALY	HIC	145,227	4.45%	3,090	47	290,454	300,327	418,254	486,510	349,997	145,227		